



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 78.519/2
du 18 décembre 2025

advies 78.519/2
van 18 december 2025

sur

over

un projet d'arrêté royal
'portant exécution de la loi du
26 avril 2024 relative aux
Centres de Prise en charge des
Violences Sexuelles'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot uitvoering van de
wet van 26 april 2024
betreffende de Zorgcentra na
Seksueel Geweld'

Le 20 novembre 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Protection des consommateurs, de la Lutte contre la Fraude sociale, des Personnes handicapées et de l'Égalité des chances à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'portant exécution de la loi du 26 avril 2024 relative aux Centres de Prise en charge des Violences Sexuelles'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 17 décembre 2025. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Laurence VANCRAVEBECK et Michèle BELMESSIERI, conseillères d'État, Philippe DE BRUYCKER, assesseur, et Béatrice DRAPIER FACCO, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 décembre 2025.

*

Op 20 november 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Consumentenbescherming, Sociale Fraude-bestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot uitvoering van de wet van 26 april 2024 betreffende de Zorgcentra na Seksueel Geweld'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 17 december 2025. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Laurence VANCRAVEBECK en Michèle BELMESSIERI, staatsraden, Philippe DE BRUYCKER, assessor, en Béatrice DRAPIER FACCO, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 december 2025.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

Il ressort du dossier qu'une analyse d'impact de la réglementation a bien été effectuée. Un nouvel alinéa sera consacré à la mention de l'accomplissement de cette formalité obligatoire, sous la forme d'un visa, qui prendra place avant la mention de l'avis de l'Inspecteur des Finances.

Par ailleurs, les « considérants » figurant aux alinéas 1^{er}, 2 et 4 seront déplacés après la mention des formalités obligatoires.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

La notion d'« Institut » est déjà définie par l'article 2, 28^o, de la loi du 26 avril 2024 'relative aux Centres de Prise en charge des Violences Sexuelles'. Des dispositions qui ne font que rappeler une norme supérieure, en la reproduisant ou en la paraphrasant, n'ont en principe pas leur place dans des règles d'exécution, notamment parce que la nature juridique des dispositions reproduites pourrait en devenir incertaine et que cela donne erronément à penser que l'autorité qui reproduit les règles peut les modifier. Si l'auteur du projet estime néanmoins que la répétition d'une définition légale est utile à la compréhension de l'arrêté en projet, il convient, afin de ne laisser subsister aucun doute quant à la nature de cette disposition, de l'identifier expressément (« conformément à l'article... de la loi »).

Article 5

Il résulte des documents transmis à la section de législation que les montants visés au paragraphe 2 constituent des montants maximaux pour l'intervention dans les frais réels.

Au paragraphe 2, 1^o et 2^o, le mot « maximum » sera dès lors ajouté avant les montants indiqués.

Article 7

À l'alinéa 1^{er}, 4°, les mots « dans des congélateurs » seront omis de la version française.

Article 8

1. La loi du 26 avril 2024 distingue deux coordinateurs : le coordinateur de police, visé à l'article 2, 16°, et le coordinateur de la structure CPVS, visé aux articles 42 et 43.

Interrogée si le paragraphe 3 vise bien le coordinateur de structure, la déléguée a répondu :

« Oui, l'article 8 du projet d'arrêté royal se trouve sous le chapitre « L'hôpital », donc il est bien fait référence au coordinateur de la structure CPVS ».

Il conviendrait de le préciser dans le corps du texte.

2. Au paragraphe 3, les conditions déterminées à l'alinéa 2 ne concordent pas entre celles résultant de la version néerlandaise et celles résultant de la version française.

3. Tel que formulé, le paragraphe 4 est rédigé de manière extrêmement large en faisant référence à tous les services définis à l'article 14, que ce soit ou non sur la base d'une prescription médicale, d'un ordre permanent ou d'un acte délégué et peut laisser accroire que l'infirmier CPVS est habilité à prodiguer tous les soins de santé.

Le paragraphe 4 serait mieux rédigé en chargeant l'infirmier CPVS des services définis à l'article 14 dans les limites des actes qui relèvent de l'art infirmier conformément à l'article 46 de la loi coordonnée le 10 mai 2015 'relative à l'exercice des professions des soins de santé'.

4. Au paragraphe 7, alinéa 1^{er}, il y a lieu d'harmoniser les deux versions linguistiques du projet.

Article 9

L'alinéa 2 prévoit que l'Institut détermine la manière dont sont versées aux services de police l'indemnité forfaitaire et l'indemnisation des frais réels visées à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°.

Une telle subdélégation d'un pouvoir réglementaire à une autorité telle que l'Institut n'est admissible que si elle concerne la détermination de mesures de pure administration ou de nature essentiellement technique. En l'espèce, il ne peut pas se déduire du dossier que cette condition est remplie. Sauf pour l'auteur du projet à pouvoir démontrer que la subdélégation s'inscrit dans les limites mentionnées ci-avant, il convient d'attribuer cette compétence au ministre,

le cas échéant en prévoyant que celui-ci « agit sur la proposition de l'Institut ou de sa propre initiative, après avis de l'Institut ».

Article 10

La déléguée a précisé qu'à l'alinéa 2 le coordinateur communique les informations visées à l'Institut.

Cette précision sera apportée dans le dispositif.

Chapitre 2

Le chapitre 2 vise la suspension des services de police alors que l'article 50 de la loi du 26 avril 2024 vise la suspension du seul financement, tout comme l'article 11 du projet.

De l'accord de la déléguée, ce chapitre 2 sera dès lors intitulé : « La suspension du financement des services de police ».

Article 11

Le mot « fédéral » est inutile et sera par conséquent omis.

La même observation vaut pour l'article 12.

Article 12

Le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, prévoit :

« Si les services de police n'ont pas implémenté les recommandations après six mois, le financement sera suspendu par l'Institut conformément à l'article 11 ».

Conformément à l'article 50, alinéa 2, de la loi du 26 avril 2024,

« [l']Institut est habilité à suspendre le financement défini dans ou en vertu du présent Titre du service de police partenaire dans un CPVS si l'Institut constate que le service de police ne respecte pas les prescriptions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution. Le Roi définit la procédure pour ce faire, après délibération en Conseil des ministres ».

Or, les recommandations qui sont formulées, le cas échéant, par l'Institut à l'égard des services de police n'équivalent pas nécessairement à un constat de non-respect des prescriptions de la CPVS.

L'article 12, § 3, alinéa 2, du projet prévoit en effet :

« Sur base des résultats de l'évaluation, l'Institut peut adresser des recommandations aux partenaires afin d'améliorer ou d'adapter leur collaboration et leur prestation de services pour se conformer aux dispositions de la loi CPVS, de ses arrêtés d'exécution et des plans d'action ».

Une recommandation qui viserait à l'amélioration de la collaboration ou des prestations de services n'impliquera pas nécessairement un constat de non-respect des dispositions de la loi du 26 avril 2024 ou de ses arrêtés d'exécution. Au vu du fondement juridique de l'article 12, § 4, alinéa 1^{er}, du projet, cette disposition doit dès lors être revue afin que la suspension du financement des services de police ne puisse pas intervenir sans un constat préalable par l'Institut du non-respect des prescriptions de la loi du 26 avril 2024 ou de ses arrêtés d'exécution.

Article 14

Le projet étant dépourvu d'article 13, l'article 14 sera numéroté 13.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

Uit het dossier blijkt dat er effectief een regelgevingsimpactanalyse uitgevoerd is. De vervulling van dat verplichte vormvereiste moet in de vorm van een aanhefverwijzing worden vermeld in een nieuw lid, vóór de vermelding van het advies van de inspecteur van Financiën.

Bovendien moeten de overwegingen die in het eerste, het tweede en het vierde lid staan, na de vermelding van de verplichte vormvereisten komen te staan.

DISPOSITIEF

Artikel 1

Het begrip “Instituut” wordt al gedefinieerd in artikel 2, 28°, van de wet van 26 april 2024 ‘betreffende de Zorgcentra na Seksueel Geweld’. Bepalingen die enkel een hogere norm in herinnering brengen door die over te nemen of te parafraseren, horen in beginsel niet thuis in een uitvoeringsregeling, onder meer omdat daardoor onduidelijkheid dreigt te ontstaan omtrent de juridische aard van de overgenomen bepalingen en verkeerdelijk de indruk wordt gewekt dat de overgenomen regels kunnen worden gewijzigd door de overheid die de regels overneemt. Indien de steller van het ontwerp echter meent dat het voor een goed begrip van het ontworpen besluit nuttig is een wettelijke definitie te herhalen, dient hij uitdrukkelijk aan te geven om welke definitie het gaat (“overeenkomstig artikel ... van de wet”), zodat er geen twijfel meer is over de aard van die bepaling.

Artikel 5

Uit de documenten die aan de afdeling Wetgeving bezorgd zijn, blijkt dat de bedragen bedoeld in paragraaf 2 maximumbedragen zijn voor de vergoeding van de reële kosten.

Het woord “maximaal” moet dan ook ingevoegd worden vóór de in paragraaf 2, 1° en 2°, opgegeven bedragen.

Artikel 7

In de Franse tekst van het eerste lid, 4°, moeten de woorden “dans des congélateurs” worden weggelaten.

Artikel 8

1. De wet van 26 april 2024 maakt een onderscheid tussen twee coördinatoren: de politiecoördinator, bedoeld in artikel 2, 16°, en de leidinggevende van de ZSG-afdeling, bedoeld in de artikelen 42 en 43.

Op de vraag of in paragraaf 3 inderdaad wordt verwezen naar de leidinggevende van de ZSG-afdeling heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Oui, l'article 8 du projet d'arrêté royal se trouve sous le chapitre “L'hôpital”, donc il est bien fait référence au coordinateur de la structure CPVS.”

Dat dient verduidelijkt te worden in het corpus van de tekst.

2. De voorwaarden die in het tweede lid van paragraaf 3 worden opgelegd, verschillen in de Nederlandse en de Franse tekst.

3. Paragraaf 4 is uitermate ruim gesteld in zoverre hij verwijst naar alle in artikel 14 gedefinieerde diensten, al dan niet op basis van een medisch voorschrift, van een staand order of van een toevertrouwde handeling. Hij kan de indruk wekken dat de ZSG-verpleegkundige bevoegd is om alle gezondheidszorgen te verstrekken.

Paragraaf 4 zou beter zo worden geredigeerd dat hij de ZSG-verpleegkundige belast met de in artikel 14 gedefinieerde diensten, voor zover het gaat om handelingen die onder de verpleegkunde vallen, overeenkomstig artikel 46 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 ‘betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen’.

4. De twee taalversies van paragraaf 7, eerste lid, van het ontwerp dienen op elkaar te worden afgestemd.

Artikel 9

Luidens het tweede lid bepaalt het Instituut hoe de forfaitaire tegemoetkoming en de tegemoetkoming voor de werkelijke kosten, bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, aan de politiediensten worden uitbetaald.

Een dergelijke subdelegatie van een verordenende bevoegdheid aan een instantie als het Instituut is enkel aanvaardbaar als ze betrekking heeft op het vaststellen van louter bestuurlijke of in hoofdzaak technische maatregelen. *In casu* kan uit het dossier niet worden afgeleid dat aan die voorwaarde voldaan is. Als de steller van het ontwerp niet kan aantonen dat de subdelegatie binnen de hierboven genoemde grenzen valt, dient die bevoegdheid te worden toegekend aan de

minister, in voorkomend geval door te bepalen dat deze laatste “handelt op voorstel van het Instituut dan wel op eigen initiatief, na advies van het Instituut”.

Artikel 10

Wat het tweede lid betreft, heeft de gemachtigde nader aangegeven dat de coördinator de informatie in kwestie doorgeeft aan het Instituut.

Die precisering moet in het dispositief worden aangebracht.

Hoofdstuk 2

Hoofdstuk 2 heeft betrekking op de schorsing van de politiediensten, terwijl artikel 50 van de wet van 26 april 2024, evenals artikel 11 van het ontwerp, alleen op de schorsing van de financiering betrekking heeft.

De gemachtigde is het ermee eens dat dit hoofdstuk 2 dan ook het volgende opschrift moet krijgen: “De schorsing van de financiering van de politiediensten”.

Artikel 11

Het woord “federale” is nutteloos en moet bijgevolg weggelaten worden.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 12.

Artikel 12

Paragraaf 4, eerste lid, bepaalt:

“Indien de politiediensten na zes maanden de aanbevelingen niet hebben geïmplementeerd, wordt de financiering geschorst door het Instituut overeenkomstig artikel 11.”

Artikel 50, tweede lid, van de wet van 26 april 2024 bepaalt het volgende:

“Het Instituut is gerechtigd om de in of krachtens deze Titel bepaalde financiering van de politiedienst die partner is in een ZSG te schorsen indien het Instituut vaststelt dat de politiedienst de voorschriften van deze wet of haar uitvoeringsbesluiten niet naleeft. De Koning bepaalt hiervoor de procedure, na overleg in de Ministerraad.”

Dat het Instituut in voorkomend geval aanbevelingen ten behoeve van de politiediensten formuleert, betekent echter niet noodzakelijkerwijs dat het vaststelt dat de voorschriften van de ZSG-wet niet zijn nageleefd.

Artikel 12, § 3, tweede lid, van het ontwerp bepaalt immers:

“Het Instituut kan op basis van de resultaten van de evaluatie aanbevelingen richten tot de partners om hun samenwerking en dienstverlening te verbeteren of aan te passen zodat deze conform is aan de bepalingen uit de ZSG-wet, haar uitvoeringsbesluiten en de handelingsplannen.”

Een aanbeveling ter verbetering van de samenwerking of van de dienstverlening houdt niet noodzakelijkerwijs de vaststelling in dat de bepalingen van de wet van 26 april 2024 of van de uitvoeringsbesluiten ervan niet zijn nageleefd. Gelet op de rechtsgrond van artikel 12, § 4, eerste lid, van het ontwerp, moet die bepaling dan ook worden herzien zodat de financiering van de politiediensten niet kan worden geschorst zonder dat het Instituut eerst heeft vastgesteld dat de voorschriften van de wet van 26 april 2024 of van de uitvoeringsbesluiten ervan niet zijn nageleefd.

Artikel 14

Aangezien het ontwerp geen artikel 13 heeft, moet artikel 14 hernummerd worden tot artikel 13.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRESIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER FACCO

Patrick RONVAUX